

HISTOIRE ILLUSTRÉE
DU
SECOND EMPIRE

COULOMMIERS. — TYPOGRAPHIE PAUL BRODARD.

113
23

A

HISTOIRE ILLUSTRÉE

DU

SECOND EMPIRE

PAR

TAXILE DELORD

Membre de l'Assemblée nationale

TOME DEUXIÈME

AVEC 84 GRAVURES DANS LE TEXTE

Et 12 têtes de chapitre ou euls-de-lampe.

NOUVELLE ÉDITION

Библиотека 3-го Московского
Императора Александра II
Кадетского Корпуса.

Отд. 7

№ 1152

PARIS

LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{IE}

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

Au coin de la rue Hautefeuille

Tous droits réservés

A

3-й МОСК. КАД. КОРП

Отод. № 11

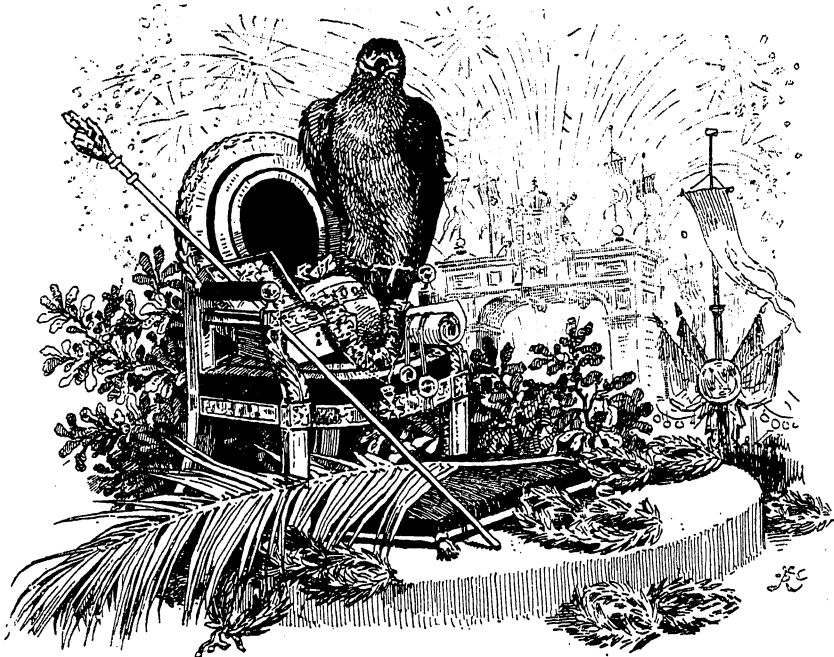
Вн. № 47

инк 3

2



22



HISTOIRE DU SECOND EMPIRE

CHAPITRE PREMIER

LA PREMIÈRE LÉGISLATURE DE L'EMPIRE (1852-1857)

La Constitution du 14 janvier 1852. — Attributions du Sénat. — Son président est choisi à chaque session par le chef de l'État. — Les généraux sont en majorité au Sénat. — L'organisation du Conseil d'État. — Il prend une part plus grande au pouvoir législatif que le Corps législatif lui-même. — Le vice-président du Conseil d'État entre au Conseil des ministres. — M. Baroche, vice-président du Conseil d'État. — Le Prince-président fait enlever la tribune de la Chambre des députés. — Le nombre des députés est réduit à 261. — Le Corps législatif est en réalité formé par l'Empereur. — Les ministres sont exclus par la Constitution du Corps législatif. — Le parti républicain s'abstient en général dans les élections législatives. — Composition du Corps législatif. — Installation des grands corps de l'État. — Discours du Prince-président. — 29 mars 1852, ouverture de la session du Sénat. — Discours du président Jérôme Bonaparte. — Discours de M. Billault, président du Corps législatif. — Premières discussions. — Rapport de M. Troplong sur les modifications à faire à la Constitution. — L'Empereur prendra le nom de Napoléon III. — Le sénatus-consulte fixe les conditions de l'hérédité. — Le sénatus-consulte rétablissant l'Empire est adopté à l'unanimité moins une voix. — Liste civile et dotation de la famille impériale. — La dignité de sénateur et le mandat de député cessent d'être gratuits. — L'Empereur a le droit de fixer les tarifs par décret. — Nouveau mode de